

Article

« Écarts culturels et espaces identitaires : l'intervention auprès de jeunes Québécois d'origine haïtienne en HLM »

Johanne Tremblay et Michel Parazelli

Nouvelles pratiques sociales, vol. 14, n° 2, 2001, p. 39-58.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/009073ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

❖ Écarts culturels et
espaces identitaires :
l'intervention auprès
de jeunes Québécois
d'origine haïtienne
en HLM

Johanne TREMBLAY
Sciences du loisir et de la communication sociale
Université du Québec à Trois-Rivières

Michel PARAZELLI
École de travail social
Université du Québec à Montréal

Sous quelles conditions des jeunes Québécois d'origine haïtienne et leur famille, vivant dans un HLM (habitation à loyer modique), peuvent-ils établir une relation d'identité avec le Québec? Cette question est au fondement de cette recherche-action, dont l'objectif est d'identifier des repères socioculturels de pratiques auxquels les différents intervenants du milieu peuvent se référer pour soutenir un développement social des jeunes et de leur famille favorisant leur participation dynamique et créative à la société. Cet article présente les principaux axes théoriques qui orientent l'utilisation des concepts de l'écart culturel, de l'appropriation et de l'espace identitaire.

Under what conditions can young Haitian-by-birth Quebecers and their families, living in subsidised housing, develop an identity relation with Quebec? That question underlies this action-research. The objective is to identify practical sociocultural reference points on which the different intervening parties can rely to support the social development of these youth and their families; so as to encourage a dynamic and creative participation in society. The article presents the main theory principles which guide the use of three concepts: cultural transformation, appropriation and identity space.

INTRODUCTION

Répondant à la demande d'un organisme communautaire jeunesse, le Centre des jeunes Saint-Sulpice¹, nous avons entrepris, dès le printemps de l'an 2000, une démarche de recherche-action d'une durée de deux ans². Cette démarche a pour objectif d'élaborer des pratiques alternatives d'intervention qui soutiennent le développement social et culturel de jeunes Québécois d'origine haïtienne et de leur famille, vivant dans le HLM Saint-Sulpice, en impliquant les acteurs du milieu. En fait, il s'agit d'identifier des conditions de production d'un développement social qui est approprié par un groupe parce qu'il fait sens et correspond à sa manière de faire et de dire les relations sociales suivant le mode d'existence qu'il désire. Lors d'une recherche descriptive sur la cohabitation interethnique dans les habitations sociales du Québec (dont celle de Saint-Sulpice), Dansereau et Séguin (1995) ont relevé l'existence de nombreuses tensions dans le HLM Saint-Sulpice (regroupant 150 logements) rendant difficile l'appropriation du milieu par les résidents (bruit, présence de blattes, délinquance, occupation par les jeunes des lieux communs et transitoires, etc.). De plus, les jeunes d'origine haïtienne vivant dans les HLM du quartier sont vus par les policiers comme étant plus à risque que d'autres jeunes face à la criminalité (Jacob, 1993) et plus facilement séduits par les gangs de rue. Les difficultés d'insertion et d'identité que peuvent vivre les jeunes d'origine haïtienne et leur famille sont amplifiées par les représentations sociales que se fait la population environnante d'un tel lieu de concentration d'une population nouvellement immigrée et à bas revenu (Deslauriers et Brassard, 1989).

1. Le Centre des jeunes Saint-Sulpice est situé dans le quartier Ahuntsic à l'intérieur du HLM Saint-Sulpice depuis dix ans et a pour objectif de « Fournir aux jeunes et à leur famille des outils pour qu'ils puissent vivre en harmonie avec leur milieu et trouver leur place dans la société » (Centre des jeunes Saint-Sulpice, 2001 : 2). Notons qu'à partir de la demande de cet organisme, un comité aviseur s'est constitué rassemblant quatre autres ressources : CLSC Ahuntsic, Carrefour Jeunesse-emploi, Régie régionale de Montréal-Centre et l'Office municipal d'habitation.

2. Les auteurs remercient le Conseil québécois de la recherche sociale (CQRS) de son soutien financier.

Par-delà la description des problèmes sociaux multiples souvent mis en relation avec des normes informulées, c'est la question identitaire et des transformations des schèmes de référence qui est au cœur de l'expérience migratoire et des relations interculturelles (Cohen-Emerique, 2000 : 172). C'est pourquoi, dans ce contexte, nous avons axé nos réflexions ainsi que nos expériences d'interventions sur la question suivante : *Sous quelles conditions ces jeunes Québécois d'origine haïtienne et leur famille peuvent-ils développer une relation d'identité avec le Québec ?* Nous avons choisi un point de vue théorique permettant de comprendre de l'intérieur les forces directionnelles qui structurent et déstructurent les relations sociales d'identification au sein du HLM, dans une perspective de développement social qui n'évacue pas la construction des écarts culturels par les acteurs. Dans un contexte de brouillage des repères normatifs collectifs (Foucauld et Piveteau, 2000), il est fondamental de tenir compte des efforts de socialisation et de débrouillardise sociale que les jeunes d'origine haïtienne déploient entre eux, avec leur famille et avec d'autres acteurs même s'ils ne cadrent pas tout à fait avec les normes de la société d'accueil. Mais comment reconnaître ces efforts ? Dans le contexte actuel de crise normative, l'espace et son appropriation symbolique représentent un point d'appui psychosocial fondamental à la structuration identitaire, car c'est par l'appropriation de lieux que le sujet peut accomplir et stabiliser un processus d'identification (Parazelli, 2000a). Notre démarche de recherche-action ne vise donc pas à décrire les problèmes sociaux du milieu tels que le taux de délinquance, de violence, de troubles de comportement comme autant de facteurs de risque d'une « mauvaise » cohabitation, mais à relever les repères de socialisation des jeunes d'origine haïtienne âgés de 15 à 24 ans et de leur famille à travers les modes d'appropriation de leur espace identitaire. Comment cette question se pose-t-elle dans un habitat tel qu'un HLM ? Comment ces jeunes construisent-ils leur identité à partir de cet habitat ? Sur quels repères socioculturels les intervenants sociaux du milieu peuvent-ils s'appuyer pour soutenir un développement social des jeunes et de leur famille qui favoriserait une participation dynamique et créative à la société ?

Par définition, une recherche-action est un processus d'appropriation par le milieu lui-même de la réflexion et de l'action qu'elle rend possible. L'équipe de recherche est donc amenée à effectuer des retours constants sur ses propres schémas théoriques ainsi que sur ses hypothèses de départ pour adapter constamment les pratiques d'investigation et les stratégies méthodologiques, les avancées de l'analyse étant tributaires de l'expérience du milieu. Comme le processus de recherche n'est pas terminé, nous présentons, dans le cadre de cet article, un état de la question dans la littérature ainsi que notre proposition théorique initiale. Seront d'abord exposés les principaux éléments de la littérature traitant de l'expérience migratoire haïtienne et des écarts

culturels. Par la suite, nous signalerons l'intérêt de considérer les pratiques spatiales en lien avec l'habitat interethnique pour analyser les transformations identitaires qui découlent de l'élaboration, par les acteurs, des écarts culturels. Finalement, seront exposés le choix de notre perspective théorique et de notre démarche méthodologique de même que les hypothèses centrales de notre recherche-action constituant les assises de notre enquête qualitative.

CULTURE MOBILE ET POLYMORPHE : LES ÉCARTS CULTURELS

L'immigration est une expérience fondamentale pour la personne, qui implique des continuités et des ruptures à l'égard des codes de la culture dont elle est porteuse. Ces continuités et ces ruptures se définissent dans un espace de différenciation culturelle entre les immigrants partageant une même culture, transformant leurs héritages (Bibeau *et al.*, 1992 ; Kammerer, 1993) et élaborant mille manières de s'adapter dans une double perspective : celle du maintien de l'unité de l'identité et celle de l'adaptation à un nouvel environnement social, économique et culturel (Camilleri, 1990). Notons que les chercheurs analysant les effets de l'immigration sur la santé mentale des personnes portent une attention particulière au contexte quotidien à partir duquel s'opèrent des transformations multiples (Bibeau *et al.*, 1992). Dans son rapport intitulé *Un Québec pluriethnique au quotidien : impasses et ouvertures*, le Comité de la santé mentale du Québec (1990) propose de comprendre la situation des immigrants en se centrant sur leur quotidienneté et sur les facteurs de protection et de fragilisation. La construction de l'identité, la diversité des formes et des expressions de cette identité ainsi que les multiples transformations culturelles qui rendent cette identité mobile et polymorphe occupent un espace-temps de différenciation au sein duquel prennent forme ce que nous nommons des « écarts culturels ». Nous entendons par « écarts culturels », les distances, les différences, les dispersions qui peuvent s'exprimer sous la forme de paradoxes, de rémanences, de résistances, de conflits, de vices de forme, de mutations et d'émergences. Dans cette perspective, il est possible de concevoir l'élaboration des repères culturels comme le résultat d'un travail jamais achevé de comparaison, de conjugaison et de remaniement de sens face aux repères d'une autre culture.

La majorité des auteurs ont abordé cette question de l'écart culturel au niveau des relations familiales en se référant essentiellement au système de valeurs. Par exemple, l'un de ces points de vue met en jeu l'écart culturel produit par la référence positive des filles à l'égard du système de valeurs québécois (Legault, 1990). D'autres auteurs montrent comment les parents haïtiens se retranchent dans leur propre système de valeurs familiales devant

les façons québécoises d'éduquer leurs enfants parce qu'ils parviennent difficilement à les comprendre et à les accepter (Turcotte, 1991). Cette question de l'écart culturel est généralement analysée dans la perspective de la double appartenance identitaire des jeunes, laquelle a été principalement examinée au regard de son antagonisme (Pierre-Jacques, 1985 ; Dinello, 1985). Très peu de chercheurs ont travaillé sur l'écart culturel dans la perspective des transformations des relations qui sont mises en forme à travers les pratiques quotidiennes. Toutefois, les anthropologues ont traditionnellement abordé la question de l'écart culturel élaboré par les populations colonisées, et ce, au regard de plusieurs dimensions de leur quotidienneté (voir, par exemple, Breton, 1989 ; Lévi-Strauss, 1977). Dans son étude sur les pratiques quotidiennes des femmes haïtiennes d'un milieu rural en Haïti, Tremblay (1995) a montré comment la simple quête de guérison pour un enfant malade révélait une relation particulière à l'histoire, au pouvoir, au savoir, à la production et à la mort. En continuité avec cette démarche anthropologique, nous cherchons à qualifier les écarts culturels qui révèlent les différences dans les façons de construire les relations de pouvoir, de savoir, de production et de sens chez les jeunes d'origine haïtienne et leur famille.

La revue de la littérature sur Haïti est indispensable, car elle permet de dégager une première configuration d'événements sociaux et culturels qui servent de référence dans l'élaboration par les familles des écarts culturels élaborés au Québec. Les facteurs de migration ont été bien décrits par les auteurs haïtiens : la dictature, la violence, l'appauvrissement économique, l'exploitation, la désorganisation sociale et politique (Anglade, 1986 ; Hurbon, 1979). La question identitaire en Haïti se déploie dans de nombreuses tensions sociales paradoxales : l'opposition sociopolitique entre l'usage quotidien du créole et l'usage institutionnel du Français (Hurbon, 1979), la culture du vaudou, le catholicisme institutionnel et l'envahissement du protestantisme (Hurbon, 1979 ; Apollon, 1976), l'abandon du milieu rural et la centralisation des institutions dans la capitale (Hurbon, 1979 ; Moral, 1978), le racisme à travers l'usage social et politique de l'idéologie de la couleur (Labelle, 1978), des pratiques sociales de type esclavagiste et un rapport monumental à l'histoire (Tremblay, 1995), une pratique coutumière de la polygamie et une monogamie officielle, l'exercice d'un patriarcat puissant et l'absence du père (Vieux, 1989). La dictature et la pauvreté ont créé au fil du temps des paradoxes qui, en 1986, malgré le départ de Duvalier, n'ont pas été résolus. Le rêve d'habiter ailleurs a obsédé et obsède encore plusieurs habitants d'Haïti. Et ce rêve se déploie dans une tension paradoxale parce que le migrant haïtien qui réalise son rêve en élabore un nouveau, qui est celui de retourner vivre en Haïti (Hurbon, 1989). Tous ces problèmes d'identité, d'actualisation de soi, d'exclusion sociale, de reproduction de la pauvreté et les différents paradoxes qui n'ont pas été résolus en Haïti, comment sont-ils résolus au Québec

à travers la construction des écarts culturels ? La connaissance des tensions paradoxales permet d'interroger les codes de la culture. Ces codes culturels régissent des formes de relations de pouvoir, de savoir, de production et de sens qui sont transmises aux jeunes, celles qui tombent dans l'oubli et celles qui sont rejetées. Dans son étude sur les jeunes de la deuxième génération haïtienne, Potvin (1997) observe qu'il n'y a pas encore d'étude au Québec sur les nouveaux espaces de solidarité et d'action collective qui délimitent l'expérience identitaire des Haïtiens en tant qu'acteurs sociaux. En prolongeant cette assertion de Potvin, notre proposition théorique s'inscrit dans l'exploration d'un perspectivisme par lequel il s'agit de mettre au jour des potentialités d'organisation qui sont déjà présentes dans l'habitat mais qui n'arrivent pas à s'actualiser véritablement. Ces diverses possibilités de transformations, découlant des écarts culturels, peuvent être repérées à travers les pratiques spatiales et de l'habiter qui agissent comme des opérateurs sociaux. C'est le deuxième axe thématique de notre problématique.

HABITAT EN CONTEXTE MULTICULTUREL ET PRATIQUES SPATIALES JUVÉNILES

Fortement marquées par les travaux de la sociologie urbaine de l'école de Chicago (Hannerz, 1980), les pratiques de l'habiter en contexte multiculturel ont souvent été mises en relation avec des phénomènes de territorialisation, de marquage, de ségrégation, de mobilité sociale et spatiale, d'isolement, de mixité sociale, d'urbanité et de cohabitation (De Villanova et Bekkar, 1994). Ainsi, pour plusieurs auteurs, l'espace représente une dimension importante dans les pratiques de l'habiter des familles immigrantes, car ces pratiques impliquent un contexte de cohabitation de réseau où la distance sociale est compensée par des stratégies de réseau, donc des pratiques spatiales (De Rudder, 1991 ; Taboada-Leonetti, 1989). Les réseaux prennent corps dans des activités d'entraide, des liens sociaux et des espaces interstitiels (Flageollet-Saadna, 1987). L'enracinement social et l'ancienneté de résidence jouent un rôle important dans l'implication au sein des réseaux. La précarité financière ne porte toutefois pas atteinte à la formation de réseaux, au contraire. On observe en effet que les réseaux de solidarité sont prépondérants dans les couches de populations plus défavorisées (Mantovani et Saint-Raymond, 1984). Par exemple, selon Boumaza (1985), l'espace urbain apparaît comme un élément central du travail de positionnement social et de construction du passage du statut de dominé à celui d'agent social actif. Et comme le soulignent Dansereau et Séguin (1995), la ségrégation résidentielle ethnique repose sur la séparation ou la concentration spatiale mettant en cause certains ressorts inhérents de la vie urbaine tels que les facteurs économiques et

socioculturels. La cohabitation interethnique repose sur des rapports entre partenaires pouvant se distinguer socialement, culturellement et économiquement tout en demeurant égaux. Elle n'est pas nécessairement synonyme d'harmonie puisqu'il existe des stratégies d'évitement, de confrontation, de collaboration, etc., au sein des milieux. Germain et Charbonneau (1998) précisent que les rapports des habitants au quartier se définissent selon trois dimensions : fonctionnelle, symbolique et reliée à la sociabilité. Ces dimensions contribuent à forger le lien social par rapport au logement, au quartier et à la ville.

Quant à la problématique des pratiques spatiales juvéniles, elle soulève des questions relatives à la construction identitaire et au détachement de l'autorité parentale. Il en va de même pour les jeunes issus de familles immigrées. Toutefois, les recherches concernant les jeunes d'origine immigrée en rapport à leur habitat ne sont pas nombreuses. Plus récemment, des études sur les jeunes de « deuxième génération » ont vu le jour, notamment en France. Des thèmes tels que la délinquance, la performance et le décrochage scolaire (Ollivier, 1980), le racisme et les problèmes d'identité ont été explorés. Certains « partent de la prémisse que la migration représenterait un processus de modernisation où les parents seraient les porteurs de la tradition, tandis que les enfants seraient tiraillés entre cette tradition et la modernité de la société-hôte » (Chicaud, cité par Meintel, 1992 : 74). En ce sens, Abou-Sada (1986) propose d'analyser la situation des jeunes en prenant en considération leurs positions, leurs comportements, leurs attitudes et leurs représentations, faisant référence aux espaces socioculturels du pays d'accueil et du pays d'origine. Cette analyse doit considérer l'hétérogénéité des situations des jeunes et prendre garde de ne pas les stigmatiser davantage. C'est pourquoi l'on parle souvent de la question de l'identité des jeunes en termes de « deuxième génération », de « double appartenance » ou de « pôles identitaires » (Meintel, 1992 : 74, en se référant à Camilleri, 1990). Au Québec, mentionnons notamment les travaux de Laperrière (1989) à ce sujet. En ce qui regarde le logement, Attias-Donfut (1995) montre qu'il occupe une place notable dans les échanges intergénérationnels ; il est davantage un instrument de négociation et d'interaction entre parents et enfants qu'un simple bien d'usage et un objet de transmission. Meintel et Le Gall (1995) observent que les écarts intergénérationnels se multiplient, les jeunes ayant une plus grande autonomie pour s'intégrer et réussir une relative mobilité sociale. Dans les rapports sociaux qu'ils entretiennent avec leur famille, les jeunes s'accordent à dire qu'il s'agit davantage d'une réalité de désaccords plutôt que conflictuelle puisque les écarts de points de vue et les attitudes divergentes font toujours objet de compromis, surtout venant des jeunes qui sont soumis à l'autorité des parents ainsi qu'à leur traditionalisme.

Toujours du côté de la revue de la littérature traitant des pratiques spatiales juvéniles, nous savons que l'analyse des modes d'appropriation de l'espace chez les jeunes de la rue permet d'évaluer leur potentiel de socialisation, condition préalable à toute action visant l'insertion sociale (Parazelli, 2000a). Ces modes d'appropriation spatiale sont en grande partie influencés par les formes de relations parentales que ces jeunes ont vécues. L'appropriation de lieux d'identification sociale permettrait aux jeunes d'expérimenter leur autonomie sociale tout en s'appuyant sur l'héritage de la transmission parentale même si elle est incompatible ou incohérente. Soulignons que c'est souvent par l'appropriation de certains lieux de rassemblement de jeunes que ces derniers bricolent des solutions de fortune pour réagir aux effets de leur marginalisation. Il est possible d'expliquer ainsi le mouvement des *Blacks* auquel s'identifient plusieurs jeunes d'origine haïtienne qui y trouvent des « repères généalogiques » plus stables pour orienter leur existence sociale. Rappelons que même si les pratiques de recherche et d'intervention jeunesse ont tendance à les négliger, les rapports qui unissent l'espace et la formation de l'identité humaine sont très étroits. Les travaux de Parazelli (1997) et de Bordet (1998) ont déjà mis en évidence que la fonction des lieux d'appartenance des jeunes marginalisés renvoie au phénomène « d'espace transitionnel » (Winnicott, 1975) qui, par définition, favorise la construction identitaire nécessaire au développement de l'autonomie sociale, surtout durant la période de l'adolescence. C'est en s'identifiant à certaines significations symboliques investies dans l'espace que le désir des jeunes marginalisés de se rassembler et d'appartenir à un groupe s'actualisera dans certains lieux et non dans d'autres, construisant progressivement un imaginaire social commun qui donnera un sens à leurs lieux d'occupation. Précisons ici que ce ne sont pas les lieux en soi qui sont transitionnels mais le processus d'identification sociale qui structure l'appropriation spatiale, bref, le contexte d'interactions sociospatiales. Cette approche peut enrichir la problématique de l'insertion sociale des jeunes Québécois d'origine haïtienne marginalisés en rendant visible l'ancrage des positions identitaires que ceux-ci peuvent occuper ou non à travers les occasions favorables et les contraintes. Lorsque nous étudions les formes d'insertion sociale des populations marginalisées comme les jeunes d'origine haïtienne en HLM, il est difficile de bien percevoir les manifestations de socialisation si l'on examine seulement leurs rapports aux instances institutionnelles de socialisation juvénile de la société d'accueil (école, centre d'accueil, lois, etc.). Il est important de considérer les manifestations d'appartenance de ces jeunes à certains lieux, car elles nous renvoient à l'existence de pratiques favorisant la construction identitaire mais dont les manifestations socioculturelles sont souvent marginalisées par les valeurs centrales de la société. À l'exemple des jeunes de la rue, il peut être judicieux de vérifier si les pratiques spatiales de socialisation informelle des jeunes d'origine haïtienne

leur donnent au moins l'occasion de s'approprier des repères identitaires pouvant constituer des points d'appui d'insertion sociale potentielle (le mouvement hip-hop dont le rap, le *break dance*, etc. ; Bazin, 1995). Autrement dit, si les pratiques de socialisation des jeunes d'origine haïtienne existent, elles peuvent être comprises comme une forme de protection sociale ou de bricolage identitaire et représenter des repères symboliques essentiels à l'orientation d'une action communautaire adaptée aux motivations et à la réalité de ces jeunes. En effet, soulignons que le processus d'insertion sociale est fondé sur un échange symbolique entre les individus et les institutions sociales chargées de transmettre du sens rattaché aux normes de la société (Renaud, 1995). Si un organisme communautaire prend en charge ce rôle avec des jeunes d'origine haïtienne vivant des expériences d'exclusion institutionnelle, il ne peut négliger les conditions de cet échange en tenant d'abord compte de l'imaginaire social et des valeurs auxquelles s'identifient ces jeunes. En accord avec Le Breton (1985), nous pensons que la symbolique sociale constitue le « ciment d'une communauté humaine déterminée » ; c'est elle qui procure le soutien nécessaire à l'orientation de l'existence humaine. Autrement dit, l'insertion sociale des jeunes n'est pas seulement une question de savoir-faire de l'intervention, mais d'écoute et de compréhension de la logique interne de leur univers. C'est aussi ce que nous pouvons comprendre des travaux de Dubet (1987) qui a étudié les conditions de « galère » des jeunes de banlieues en France et la problématique du racisme chez les jeunes immigrés (Dubet et Lapeyronnie, 1992 : 139-169). En se penchant sur la dynamique sociale interne de ces jeunes telle que ces derniers l'exprimaient, il a saisi leur système symbolique, ce qui lui a permis d'identifier des points d'appui pour orienter l'amorce d'une action collective correspondant aux désirs sociaux de ces jeunes. C'est pourquoi notre démarche de recherche-action s'inscrit dans une double perspective de compréhension des repères normatifs des jeunes d'origine haïtienne et de leur famille, et de participation à des actions collectives susceptibles de favoriser leur développement social.

UNE DOUBLE PERSPECTIVE COMPRÉHENSIVE ET PARTICIPATIVE DE LA RECHERCHE-ACTION EN CONTEXTE MULTICULTUREL

Les résultats de notre revue de la littérature nous conduisent à considérer la compréhension de la complexité de la dynamique sociale interne des bricolages culturels des acteurs comme une clé pour intervenir en contexte multiculturel. Pour ce faire, notre investigation doit s'appuyer sur une « connaissance du dedans », comme le souligne Cohen-Emerique en référence à l'intervention interculturelle :

Car comprendre, c'est d'abord sortir de soi, s'excentrer pour se placer du point de vue de l'autre ; c'est une attitude d'ouverture, une mobilisation des ressources cognitives (observation, désir d'apprendre) et affectives (communication non verbale, libre émergence de certains sentiments) pour découvrir ce qui donne sens et valeur à l'autre, ce qui fonde ses rôles, ses statuts, ses croyances et aspirations. [...] Il ne s'agit pas seulement de découvrir les différences culturelles, mais aussi les identités liées aux trajectoires migratoires ainsi que les processus d'acculturation inhérents à la migration et toujours intériorisés de façon unique dans une subjectivité. (Cohen-Emerique, 2000 : 177)

Notre recherche est bien sous-tendue par cette question : sous quelles conditions ces jeunes Québécois d'origine haïtienne et leur famille peuvent-ils développer une relation d'identité avec le Québec ? La question de l'identité est bien celle-là qui « règle le commerce avec le réel » (Breton, 1989 : 27). L'identité qui se construit dans le rapport aux choses permet de singulariser le concret suivant une logique et d'affirmer que telle chose est bien cette chose et distincte d'une autre (Breton, 1989). Cet ordonnancement du réel que chaque culture construit, à une époque donnée et dans une société donnée, se conjugue à cette autre forme d'ordonnancement qui s'élabore dans le rapport à l'Autre. Et cet Autre est multiple ; le monde loge dans cet Autre que nous pouvons rencontrer dans des lieux sociaux divers. Cependant, l'unité identitaire du sujet s'édifie s'il parvient à vivre une coïncidence de désirs avec cet Autre (Lévi-Strauss, 1977) et à partager une direction et un sens commun à leur action (Deleuze, 1969).

Nous formulons l'hypothèse que cette compréhension des points d'appui relationnels identitaires des acteurs nous permettra de percevoir les potentialités d'organisation au sein de leur habitat et dans d'autres champs relationnels que leur habitat. Parallèlement à cette visée compréhensive de la dynamique des écarts culturels et des transformations identitaires qui en découlent, nous formulons cette deuxième hypothèse : c'est en impliquant les personnes concernées (parents, intervenants et jeunes) dans un processus démocratique de médiation sociale visant à débattre des tensions paradoxales dans les relations qu'il est possible de susciter des élans de développement dans un habitat social vivant des écarts culturels. En effet, la complexité des situations interculturelles ne se résout pas à l'aide de schémas d'interprétation simplifiée, mais par l'innovation partagée dans des échanges entre des acteurs invités à négocier de façon continue (Roy, 2000).

Une vision dynamique de la culture et des pratiques de l'habiter

Comment penser la culture de façon dynamique afin de lui rendre son amplitude et sa complexité ? Pour ce faire, il s'agit d'ouvrir l'interrogation sur la culture vers ses mouvements souterrains de résistance qui font face aux ordres

prescrits. Foucault (1969) porte un regard archéologique et mobile sur la culture et jauge son développement à travers les mouvements de conformité et de reproduction et les mouvements de rupture et de transformation. Chaque culture construit, à travers son histoire et de façon discontinue, des agencements de codes qui régissent ses manières de percevoir, de parler et d'écrire, ses manières de dire et de faire un système de valeurs, d'établir des échanges, de hiérarchiser des pratiques, ses manières d'élaborer des stratégies d'action, d'inventer des techniques et de les utiliser socialement. Autrement dit, chaque culture, à une époque donnée, donne préséance à des savoirs et à des pouvoirs qui valident et régularisent les codes prescrits, instrumentent la régulation du fonctionnement des relations sociales, élaborent des mécanismes de surveillance et de normalisation des conduites, orientent son développement et induisent des sens communs. Les écarts culturels qui sont élaborés à une époque donnée et dans une société donnée permettent d'entrer au cœur des transformations sociales pour les situer par rapport aux codes prescrits et aux discours et pratiques qui gouvernent une culture. Concevoir la culture en tant qu'agencements de codes dans la perspective de caractériser les écarts qui sont construits à une époque donnée et dans une société donnée implique une conception nécessairement dynamique de la culture. L'écart culturel qui sera qualifié est celui élaboré entre les parents haïtiens et la société québécoise, entre les parents haïtiens et les jeunes, entre ces jeunes et la société québécoise. Un certain travail de distanciation est nécessaire pour penser la culture autrement, de façon à préserver ses fondements dynamiques et mobiles. Contrairement au point de vue selon lequel la culture est conçue comme une stratification déterminante de l'identité, nous envisageons la culture comme une force directionnelle (Deleuze, 1969), comme une pratique historique susceptible d'être remise en question et transformée.

Par conséquent, s'intéresser à l'habitat conduit l'analyse à saisir, de façon dynamique, les pratiques sociales qui se déploient dans des relations. Il s'agit de comprendre la logique propre aux habitants et la structuration de l'habitat en tant que tel (Morin et Rochefort, 1998 ; De Certeau, 1980). Mais plus encore, la reconnaissance des jeunes et de leurs parents comme acteurs sociaux exige que les chercheurs s'affranchissent d'une conception de l'identité où les expériences identitaires sont ramenées à une origine culturelle et sociale par rapport à laquelle il y aurait un manque, une carence, une pratique par défaut. Voir les jeunes Québécois d'origine haïtienne et leur famille comme des acteurs sociaux force à porter le regard sur l'identité sur un horizon plus large. En effet, les relations de filiation ne sont qu'un ensemble de rapports parmi d'autres, certes important, où enfants et parents puisent leurs repères identitaires. Les relations d'alliance, qui se forment à travers les expériences de voisinage, d'amitié, d'amour, de production (de l'école au travail), constituent

des lieux dans lesquels des tracés identitaires multiples sont agencés, mis en forme, expérimentés et transformés (Deleuze et Guattari, 1980). Au moment où l'on désigne un sujet comme acteur social, c'est que l'on accepte de voir ses conduites comme étant élaborées à partir d'un désir de liberté, d'une appartenance à une culture et d'une rationalité (Touraine, 1994). Cet acteur social ne peut donc pas être réduit au produit d'une structure profonde qui le surdétermine. Le passé n'étant pas le seul garant du développement personnel et social, les projets d'avenir, les désirs d'existence renvoient plus « à des options politiques pour des problèmes, des entrées et des sorties, des impasses que l'enfant vit politiquement, c'est-à-dire dans toute la force de son désir » (Deleuze et Guattari, 1980 : 21).

Les rapports à l'espace : des opérateurs socioculturels de l'identité

Nous pensons que l'étude des modes d'appropriation de l'espace identitaire peut nous éclairer sur les écarts culturels qui se creusent entre ces jeunes Québécois d'origine haïtienne, leur famille et les intervenants du milieu. Cette étude peut aussi nous aider à saisir les repères de socialisation que ces jeunes et leurs parents transforment et valorisent à travers leurs pratiques spatiales. L'identification de ces repères de socialisation est explorée à l'aide des concepts d'écart culturel et d'espace transitionnel (que nous avons abordés précédemment). Mais, dans un premier temps, nous cherchons à dresser le portrait socioéconomique, géographique et urbanistique de l'habitat ainsi que sa place dans la cartographie sociosanitaire montréalaise. Des périodes d'observation sont aussi utiles pour examiner les pratiques sociospatiales quotidiennes telles que l'usage des halls d'entrée, des couloirs, des espaces de stationnement, etc. Ces observations nous permettent de qualifier certaines pratiques d'appropriation qui sont à confirmer lors de nos entretiens. Afin d'analyser en profondeur les rapports à l'espace identitaire, nous avons conçu trois guides d'entretien s'adressant respectivement à 20 jeunes Québécois d'origine haïtienne, à 20 parents d'origine haïtienne et à 10 intervenants impliqués directement ou indirectement dans des relations avec les jeunes et les parents vivant dans le HLM. En ce qui a trait au guide d'entretien auprès des jeunes et des parents, il est conçu de façon à faire émerger le discours que tiennent les sujets sur les relations sociales qui ont cours dans leurs pratiques quotidiennes, celles-là qui précisément conduisent vers des lieux sociaux situés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du HLM. Par exemple, les jeunes peuvent nous parler de leurs activités, telles que jouer au basket-ball, aller à l'école, jouer au sein d'un groupe de musiciens, rencontrer les amis dans un lieu public ou accompagner leurs parents à l'église. D'entrée de jeu, nous tentons d'identifier avec les personnes interviewées quels sont les lieux les

plus attrayants et ceux qui le sont le moins. Il s'agit d'explorer avec les sujets l'histoire de leurs pratiques sociospatiales quotidiennes, vers Haïti si elle nous y conduit. L'historique des sujets est essentiel dans une approche anthropologique et géosociale des espaces identitaires. Dans la même voie, les pratiques identitaires que nous explorons avec les parents portent sur les aspects suivants de la vie : le travail, l'éducation, la quête de guérison par la mère pour un enfant malade ou pour elle-même, l'achat des vivres et la cuisine, les pratiques religieuses et la magie, la célébration des événements du cycle de vie (la naissance, la mort), les fêtes. Ces différentes pratiques suscitent des relations sociales diverses tout en reposant sur des règles d'usage et d'échange suivant l'investissement sociosymbolique. La description présentée par l'interviewé du développement de ses pratiques identitaires peut nous permettre de saisir les formes de relations de savoir, de pouvoir, de production et de sens qu'il met en jeu. La mise en perspective de l'histoire des sujets permet d'analyser la recomposition des pratiques identitaires dans le HLM Saint-Sulpice et la manière dont elles se spatialisent. Par l'examen des rapports à l'espace, nous pensons pouvoir caractériser l'écart culturel à travers les formes de spatialisation des pratiques identitaires qui se déroulaient en Haïti et celles qui se déroulent à Montréal. L'écart culturel sera qualifié pour décrire finement les transformations élaborées par les parents et par les jeunes. Cette qualification vise à mieux saisir les différences, les distances et les oppositions qui sont élaborées par les sujets pour s'approprier leur espace identitaire. C'est dans le jeu des transformations que se mettent en place de nouvelles pratiques susceptibles d'être porteuses de formation identitaire et d'autres, de divisions et de dérives identitaires.

Deux catégories de variables sont au fondement de l'élaboration de nos guides d'entretien : des variables dynamiques et des variables stratégiques. Ces deux catégories de variables nous servent à organiser l'ensemble des données en vue de caractériser les multiples possibilités d'agencements que peuvent produire les jeunes et leurs parents pour s'approprier leur espace identitaire. Les variables dynamiques sont définies par la diversité des modes d'appropriation des lieux sociaux. Il s'agit des modes de relations, d'utilisation, d'occupation, de transformation et de régulation des lieux sociaux pouvant constituer des espaces identitaires. Nos questions visent donc à saisir les discours tenus par les sujets sur leur perception, leur système de valeurs, leurs représentations et leur rationalisation qu'ils mettent en forme pour valider leur manière d'occuper les lieux sociaux et d'aménager le construit de leur identité à travers l'élaboration des écarts culturels. Les variables stratégiques sont qualifiées de la sorte, car ce sont elles qui nous indiquent les conditions de production de l'espace identitaire. Ces conditions, qui s'inspirent de la théorie de l'espace transitionnel (Winnicott, 1975), sont les suivantes : des échanges sociaux qui se déroulent dans un contexte de réciprocité ; des

relations que l'on peut qualifier de confiance et de fiabilité ; l'existence d'un potentiel d'indétermination des règles du jeu au sein des lieux sociaux³. Mises en relation avec les variables dynamiques qui sont traitées dans une perspective historique, nous pourrions caractériser les conditions de production de l'identité pour ces jeunes et leurs parents ainsi que leur potentialité de développement social.

Le guide d'entretien auprès des jeunes d'origine haïtienne et de leurs parents est divisé en deux parties dont la durée totale est de une heure et demie. La première partie est composée de questions fermées visant à recueillir des repères démographiques et socioéconomiques. La deuxième partie de l'entrevue est semi-dirigée et dresse d'abord un portrait rétrospectif de l'histoire sociospatiale du sujet. Cet exercice vise à réunir un certain nombre de repères historiques pour mieux naviguer avec le sujet dans son expérience des lieux sociaux. Cette deuxième partie de l'entretien est découpée en cinq moments de l'expérience du sujet : 1) avant le HLM ; 2) la vie des lieux en HLM ; 3) la valorisation esthétique des lieux ; 4) les lieux institutionnels extra-HLM ; 5) le futur imaginé.

Dix des entretiens auprès des intervenants seront réalisées à la suite des deux blocs d'entretiens précédents. Les types d'intervenants ciblés sont les suivants : des intervenants du Centre de jeunes Saint-Sulpice, des travailleurs sociaux du Centre local de services communautaires (CLSC), des policiers, des enseignants, des agents de relations avec les locataires et d'autres intervenants concernés. Nous examinerons les visées institutionnelles de leurs programmes d'intervention touchant les jeunes d'origine haïtienne et leur famille résidant dans le HLM Saint-Sulpice. Il s'agit de mettre au jour la logique culturelle qui sous-tend ces visées et les politiques sociales qui orientent leur action de façon à repérer les écarts culturels. L'entrevue semi-dirigée, qui consistera à discuter des pratiques d'intervention et de leur logique, durera 45 minutes.

Un mouvement collectif d'appropriation du développement social

Nous avons aussi prévu dans l'énoncé du projet d'amener les personnes concernées (parents, intervenants et jeunes) à prendre part à un processus de médiation sociale visant à débattre des tensions paradoxales du milieu. Nous adapterons le dispositif de médiation collective conçu par le psychosociologue Mendel (1992). L'objectif de ce cadre de négociation est

3. Pour en savoir plus sur l'opérationnalisation du concept d'espace transitionnel, voir Parazelli (2000a).

d'amorcer un processus de socialisation démocratique favorisant un mouvement d'appropriation de l'acte pour l'ensemble des acteurs en formant des groupes selon leurs intérêts. Ce dispositif a déjà été expérimenté (avec succès) auprès des jeunes de la rue, des élus municipaux et des intervenants communautaires dans le cadre d'une recherche postdoctorale (Parazelli, 2000b). Concrètement, nous proposerons aux jeunes et à leur famille d'inviter les principaux acteurs du milieu à former un premier groupe de jeunes non exclusivement d'origine haïtienne résidant dans le HLM Saint-Sulpice (10), un autre groupe composé de parents résidents (8) et un troisième groupe réunissant des intervenants (5). Le dispositif pourrait ainsi constituer un canal de communication interculturelle sans que les acteurs se rencontrent face à face. Ces rapports se font exclusivement de groupe à groupe, ce qui est protecteur pour l'individu et conforte le sentiment d'appartenance et d'identité collective. La communication entre ces différents groupes est indirecte, elle se fait par la médiation d'un tiers (une équipe de régulateurs) et d'un écrit. Cela favorise de part et d'autre une élaboration de ce qu'on souhaite dire, plutôt que des impulsions, et protège également les personnes. Il y a obligation de réponses des autres niveaux institutionnels (principe de réciprocité des relations), réponses argumentées même lorsqu'elles sont négatives. Cela donne aux jeunes (outre l'exercice du pouvoir de leur acte) la possibilité de développer une approche rationnelle de la cohabitation urbaine. À un rythme d'une rencontre mensuelle pendant onze mois, dans le cadre de ce projet, le dispositif servira de cadre démocratique pour faire émerger la parole souvent confinée dans le privé ainsi que des idées de projets de développement social à l'intérieur et à l'extérieur du HLM. Une entrevue d'évaluation collective aura lieu à la dernière rencontre des groupes dans la perspective des méthodes d'évaluation participative (Zuniga, 1994).

UNE STRATÉGIE MÉTHODOLOGIQUE INSCRITE DANS L'ACTION

Notre démarche de recherche est bien inscrite dans l'action par différentes interventions que nous amorçons dans le milieu. Ces interventions visent à favoriser une participation active des acteurs sociaux au développement de leur milieu de vie parce qu'elle représente une condition fondamentale pour rendre le développement réel et durable. Les jeunes et leurs parents modifient leurs rapports de dépendance à l'égard des services publics lorsqu'ils ont l'occasion de diriger eux-mêmes l'identification et l'interprétation de leurs conditions d'existence ainsi que la mise en œuvre de leur développement social. Ce postulat est au fondement du concept de « communication participative pour le développement » qui s'impose actuellement comme paradigme pour orienter l'animation du potentiel de changement d'une communauté

(Middleton et Wedeneyer, 1985). Depuis cinquante ans, de nombreuses interventions dans le développement international ont exploré des modèles de participation des populations à leur développement. Aujourd'hui, les principaux postulats d'un développement participatif sont reconnus et valorisés par le Centre de recherches pour le développement international ou CRDI (Bessette et Rajasunderam, 1996) et l'UNESCO. Ainsi pouvons-nous convenir que les interventions de soutien au développement d'un groupe ne peuvent se réduire à la transmission d'informations. Les interventions doivent plutôt s'enraciner dans des processus interactifs et participatifs de développement à travers lesquels une communauté identifie elle-même ses problèmes, ses besoins et ses désirs sociaux tout en exprimant ses façons de voir et ses objectifs de transformation. Ces contextes d'intervention sont des expériences à travers lesquelles les personnes concernées révèlent des manières de construire des écarts culturels et des stratégies d'appropriation de leur espace identitaire.

CONCLUSION

La construction des problèmes sociaux, culturels et économiques qui s'élabore autour des jeunes et de leur famille issus de l'immigration, vivant dans des habitations sociales, peut affecter leur participation dynamique à la société si de nouvelles façons d'intervenir n'émergent pas de l'impasse dans laquelle plusieurs intervenants du milieu se trouvent. *Sous quelles conditions ces jeunes Québécois d'origine haïtienne et leur famille peuvent-ils développer une relation d'identité avec le Québec ?* C'est par cette question que nous avons choisi de nous engager dans un processus de recherche-action et de mener une réflexion sur la complexité contemporaine des concepts de culture et d'espace identitaire en contexte multiculturel. La culture conçue comme relevant d'une tradition inscrite dans un temps inaliénable et invariable demeure statique et ne résiste pas à l'épreuve de la réalité des acteurs exerçant un travail d'interprétation de leurs propres repères normatifs. C'est pourquoi nous adoptons une conception dynamique de la culture à travers les pratiques de la vie quotidienne investies de significations sociosymboliques qu'il nous faut décoder par-delà les jugements normatifs sur les comportements apparents. C'est d'ailleurs à partir d'une compréhension des modes d'appropriation de l'espace que nous tentons d'identifier les diverses transformations identitaires qui se manifestent dans les agencements de codes culturels hybridés ou de repli identitaire qui logent au cœur des écarts culturels existants. À partir de cette compréhension, il est possible d'expérimenter des formes d'interventions qui soient au plus près des désirs sociaux des personnes visées et non seulement des seuls mandats institutionnels. Notre grand défi, c'est de tenter de renverser la logique de la carence ou de l'inadaptation

souvent associée à cette population en transformant le contexte de victimisation, de repli social ou d'inertie en une situation favorisant une position d'acteur et d'ouverture à l'espace social local.

Bibliographie

- ABOU-SADA, G. (1986). « Générations issues de l'immigration : problèmes de définitions et aspects démographiques », dans ABOU-SADA, G. et H. MILET (sous la direction de), *Générations issues de l'immigration. Mémoires et devenir*, Paris, Arcantère, 19-36.
- ANGLADE, M.N. (1986). *L'autre moitié du développement : à propos du travail des femmes en Haïti*, Port-au-Prince, Éditions des Alizés ; Montréal, Erce, 261 pages.
- APOLLON, W. (1976). *Le vaudou : un espace pour les « voix »*, Paris, Galilée, 312 pages.
- ATTIAS-DONFUT, C. (1995). « Transferts publics et transferts privés entre générations », dans ATTIAS-DONFUT, C. (sous la direction de), *Les solidarités entre générations. Vieillesse, familles, État*, Paris, Nathan.
- BAZIN, H. (1995), *La culture hip-hop*, Paris, Desclée de Brouwer, 305 pages.
- BESSETTE, G. et C.V. RAJASUNDERAM (sous la direction de) (1996). *La communication participative pour le développement*, Ottawa, CRDI, 162 pages.
- BIBEAU, G. et al. (1992). *La santé mentale et ses visages. Un Québec pluriethnique au quotidien*. Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur, 289 pages.
- BORDET, J. (1998). *Les « jeunes de la cité »*. Paris, Presses universitaires de France, 232 pages.
- BOUMAZA, N. (1985). « Questions de représentations dans l'immigration d'origine étrangère en France : espace et pluri-ethnicité », dans *Les représentations en actes*, Actes du colloque de Lescheraines, Grenoble, Institut de géographie alpine.
- BRETON, S. (1989). *La mascarade des sexes. Fétichisme, inversion et travestissement rituels*, Paris, Calmann-Lévy, 298 pages.
- CAMILLERI, C. (sous la direction de) (1990). *Stratégies identitaires*, Paris, Presses universitaires de France, 232 pages.
- CENTRE DES JEUNES SAINT-SULPICE (2001). *Rapport annuel 2000-2001*, Montréal, Le Centre des jeunes Saint-Sulpice, 16 pages.
- COHEN-ÉMERIQUE, M. (2000). « L'approche interculturelle auprès des migrants », dans LEGAUT, G. (sous la direction de), *L'intervention interculturelle*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 161-184.
- COMITÉ DE LA SANTÉ MENTALE DU QUÉBEC (1990). *Un Québec pluriethnique au quotidien : impasses et ouvertures*, Document de travail, Québec, MSSS, 172 pages.
- DANSEREAU, F. et A.-M. SÉGUIN (1995). *La cohabitation interethnique dans l'habitat social au Québec*, Montréal, INRS-Urbanisation, 305 pages.
- DESLAURIERS, J.-P. et M.-J. BRASSARD (sous la direction de) (1989). *Pouvoir habiter*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, 184 pages.
- DE CERTEAU, M. (1980). *L'invention du quotidien. Arts de faire (1)*, Paris, Union générale d'éditions, 345 pages.

- DE VILLANOVA, R. et R. BEKKAR (1994). *Immigration et espaces habités. Bilan bibliographique des travaux en France, 1970-1992*, Paris, L'Harmattan, 212 pages.
- DE RUDDER, V. (1991). « La recherche sur la coexistence pluriethnique. Bilan, critiques et propositions », *Espaces et sociétés*, n° 64, 131-157.
- DELEUZE, G. et F. GUATTARI (1980). *Capitalisme et schizophrénie. Mille Plateaux*, Paris, Éditions de Minuit, 645 pages.
- DELEUZE, G. (1969). *Logique du sens*, Paris, Éditions de Minuit, 392 pages.
- DINELLO, R. (1985). *Adolescents entre deux cultures*, Paris, CIEMI – L'Harmattan, 127 pages.
- DUBET, F. (1987). *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 497 pages.
- DUBET, F. et D. LAPEYRONNIE (1992). *Les quartiers d'exil*, Paris, Éditions du Seuil, 245 pages.
- FLAGEOLLET-SAADNA, C. (1987). « Du rôle de l'espace dans la constitution du lien social », dans *Les Cités en question, 2 journées sur les opérations de Développement social des quartiers*, Paris, Plan Construction.
- FOUCAULD, J.-B. et D. PIVETEAU (2000). *Une société en quête de sens*, Paris, Odile Jacob, 302 pages.
- FOUCAULT, M. (1969). *Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 275 pages.
- GERMAIN, A. et J. CHARBONNEAU (1998). « Les modèles d'insertion urbaine des groupes ethniques : discussion à partir du cas des quartiers multiethniques montréalais », *Études ethniques au Canada*, vol 30, n° 1, 97-118.
- HANNERZ, U. (1980). *Explorer la ville*, Paris, Éditions de Minuit, 418 pages.
- HURBON, L. (1989). « Le rêve d'habiter », *Chemins critiques*, vol. 1, n° 3, 96-103.
- HURBON, L. (1979). *Culture et dictature en Haïti, L'imaginaire sous contrôle*, Paris, L'Harmattan, 207 pages.
- JACOB, A. (1993). *Le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal et la gestion de la diversité en milieu pluriethnique*, Rapport de recherche subventionnée par le Solliciteur général du Canada, Montréal, Université du Québec à Montréal, 96 pages.
- KAMMERER, P. (1993). « Enfants d'immigrés maghrébins. Hériter, relier et construire », *Dialogue – recherches cliniques et sociologiques sur le couple et la famille*, 1^{er} trimestre, 106-123.
- LABELLE, M. (1978). *Idéologie de couleur et classes sociales en Haïti*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 393 pages.
- LAPERRIÈRE, A. (1989). « La recherche de l'intégrité dans une société pluriethnique : perceptions de la dynamique des relations interethniques et interraciales dans un quartier mixte de Montréal », *RIAC*, n° 2/61, printemps, 109-116.
- LE BRETON, D. (1985). *Corps et sociétés. Essai de sociologie et d'anthropologie du corps*, Paris, Méridiens, 230 pages.
- LEGAULT, G. (1990). *La construction de l'identité chez les adolescents montréalais d'origine haïtienne et québécoise*, Mémoire de maîtrise en psychologie, Montréal, Université de Montréal, 212 feuillets.

- LÉVI-STRAUSS C. (1977). *L'identité*, Paris, Quadrige/Presses universitaires de France, 344 pages.
- MANTOVANI, J. et O. SAINT-RAYMOND (1984). « Espace et coexistence interethnique », *Espaces et sociétés*, n° 45, 9-21.
- MEINTEL, D. (1992). « L'identité ethnique chez les jeunes Montréalais d'origine immigrée », *Sociologie et sociétés*, vol. 24, n° 2, 73-89.
- MEINTEL, D. et LE GALL J. (1995). *Les jeunes d'origine immigrée. Rapports familiaux et les transitions de vie. Le cas des jeunes chiliens, grecs, portugais, salvadoriens et vietnamiens*, Collection Études et Recherches, n° 10, Montréal, Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, 133 pages.
- MENDEL, G. (1992). *La société n'est pas une famille*, Paris, Éditions La Découverte, 305 pages.
- MIDDLETON, J. et D.J. WEDENEYER (1985). *Methods of Communication Planning*, Paris, UNESCO, 487 pages.
- MORAL, P. (1978). *Le paysan haïtien. Étude sur la vie rurale en Haïti*, Port-au-Prince, Éditions Fardin, 375 pages.
- MORIN, R. et M. ROCHEFORT (1998). « Liens et espaces sociaux. Quartier et lien social : des pratiques individuelles à l'action collective », *Lien social et politiques – RIAC*, n° 39, 103-114.
- OLLIVIER, É. (1980). « Sur les problèmes des enfants haïtiens en milieu scolaire », *Collectif Paroles*, n° 3, 17-24.
- PARAZELLI, M. (2000a). « L'appropriation de l'espace et les jeunes de la rue : un enjeu identitaire », dans LABERGE, D. (sous la direction de), *L'errance urbaine*, Collectif de recherche sur l'itinérance, la pauvreté et l'exclusion sociale, Sainte-Foy, Les Éditions Multi-Mondes, 193-220.
- PARAZELLI, M. (2000b). *Expérimentation du dispositif de négociation de groupe à groupe impliquant des jeunes de la rue, des intervenants communautaires jeunesse et des élus municipaux (1997-1999). Rapport d'évaluation*, Sainte-Foy, INRS-Culture et société, 209 pages.
- PARAZELLI, M. (1997). *Pratiques de « socialisation marginalisée » et espace urbain : le cas des jeunes de la rue à Montréal (1985-1995)*, Thèse de doctorat en études urbaines, Montréal, UQAM/INRS-Urbanisation, 562 pages.
- PIERRE-JACQUES, C. (1985). *Les jeunes Haïtiens de la seconde génération : adaptation psycho-sociale*, Rapport de recherche n° 16, Montréal, Centre de recherches caraïbe de l'Université de Montréal, 61 feuillets.
- POTVIN, M. (1997). « Les jeunes de la deuxième génération haïtienne à Montréal : entre la communauté « réelle » et la communauté « représentée », *Sociologie et sociétés*, vol. 29, n° 2, 77-101.
- RENAUD, G. (1995). « Système symbolique et intervention », *Intervention*, n° 100, 12-22.
- ROY, G. (2000). « Le protocole de discussion de cas », dans LEGAULT, G. (sous la direction de), *L'intervention interculturelle*, Montréal, Paris, Gaëtan Morin Éditeur, 147-160.

- TABOADA-LEONETTI, I. (1989). « Cohabitation pluri-ethnique dans la ville : stratégies d'insertion locale et phénomènes identitaires », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 5, n° 2, 51-70.
- TOURAINÉ, A. (1994). *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 297 pages.
- TREMBLAY, J. (1995). *Mères, pouvoir et santé en Haïti*, Paris, Karthala, coll. « Médecines du monde », 273 pages.
- TURCOTTE, P. (1991). « L'inadaptation des jeunes des communautés culturelles : le cas haïtien », dans TURCOTTE, P., CAROTTE, GARNEAU et I. LAUZON, *Contribution au développement d'une approche interculturelle en (ré)éducation. Essais autour de la question de la double appartenance. Interactions : recherche et formation en éducation interculturelle*, Montréal, Collège Marie-Victorin, 69-104.
- VIEUX, S.-H. (1989). *Le plaçage, droit coutumier et famille en Haïti*, Paris, Publisud, 220 pages.
- WINNICOTT, D.W. (1975). *Jeu et réalité. L'espace potentiel*, Paris, Gallimard, 218 pages.
- ZUNIGA, R. (1994). *L'évaluation dans l'action*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 200 pages.